



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 30/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCAPARTOIS

Zone Industrielle Arras Est
B.P. 69
62217 Tilloy-Lès-Mofflaines

Références : 0058-2025
Code AIOT : 0007002215

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement SCAPARTOIS implanté Zone Industrielle Arras Est Rue de Niepce - B.P. 69 62217 Tilloy-lès-Mofflaines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAPARTOIS
- Zone Industrielle Arras Est Rue de Niepce - B.P. 69 62217 Tilloy-lès-Mofflaines
- Code AIOT : 0007002215
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la société SCAPARTOIS est implanté dans la zone industrielle Est d'ARRAS sur la commune de TILLOY-LES-MOFFLAINES.

L'activité de la société SCAPARTOIS est la réception, le stockage, la préparation et l'expédition des marchandises vers les magasins du Mouvement E.Leclerc.

Les produits stockés sont majoritairement des produits de grande consommation : denrées alimentaires non périssables, boissons et produits de brasserie, produits frais et ultra-frais, produits destinés à l'alimentation des animaux et produits appelés "bazars". Pour cela, la société SCAPARTOIS possède un entrepôt frais et deux entrepôts secs.

La société est autorisée par arrêté préfectoral du 07 novembre 2011, modifié le 04/04/2015 et le 21/09/2018.

La particularité du site est d'exploiter deux cellules grande hauteur, entièrement automatisées, autorisées par arrêté préfectoral complémentaire du 21/09/2018 (demande du pétitionnaire déposée avant le 1er juillet 2017).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite a été également l'occasion de constater l'avancée des travaux et la similitude avec la précédente évolution du site qui avait été encadrée par un arrêté préfectoral complémentaire en 2018.

Au-delà de la topologie des lieux, il y a une intégration avec l'informatique de process existante.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification des installations	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance à ce sujet en 2023.

Il apparaît que ces modifications ne changent pas le classement du site.

Toutefois, il convient de compléter le dossier mentionné à minima des points repris dans les constats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le Préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-

18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

L'exploitant a présenté son projet de modification des installations de son site. Il s'agit d'étendre à quatre cellules existantes son système automatisé OPM (Order Picking Machinery).

L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance à ce sujet en 2023.

Il apparaît que ces modifications ne changent pas le classement du site.

Toutefois, il convient de noter les points suivants qui doivent faire l'objet de compléments :

- la description du stockage dans les cellules concernées par ces modifications;
- une étude permettant de conclure sur la durée d'évacuation des cellules, à l'instar de ce qui avait été réalisé en 2018 pour la cellule 1 dite "OPM";
- la prise en compte du stockage de produits alcoolisés dans les palettiers 4 et 5 dans les scénarii d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1:

L'exploitant complètera son dossier selon les points suivants :

- la description du stockage dans les cellules concernées par ces modifications;
- une étude permettant de conclure sur la durée d'évacuation des cellules, à l'instar de ce qui avait été réalisé en 2018 pour la cellule 1 dite "OPM";
- la prise en compte du stockage de produits alcoolisés dans les palettiers 4 et 5 dans les scénarii d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite